



digital.union@sonapresse.com

LE  GAZOUILLIS...

L'actu du web

Parcelle querellée de London : le Copil citoyen implante une pancarte

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"ÇA se voit que vous aimez votre pays. Plus que les hommes politiques de tous bords", a lancé l'internaute Estelle Ada, en commentant une vidéo sur la page Facebook du Copil citoyen.

Publiée vendredi dernier, ladite vidéo montre les acteurs de cette organisation de la société civile plantant une pancarte d'indication sur la parcelle querellée de London. Sur cette pancarte on peut lire : "Propriété privée. Titre foncier N° 2821, parcelle N° 52. Titulaire Bouanga Nguimbi Georges. Propriété défendue par le Peuple Gabonais". Visiblement, le Copil citoyen est décidé à soutenir ces Gabonais expulsés de leur parcelle ancestrale. En effet, la toile était entrée dans une colère noire, le jour où un ressortissant gabonais d'origine libanaise a fait détruire une propriété appartenant à une famille gabonaise au quartier London. Au total, une quinzaine d'habitations détruites, sous le regard impuissant de cette famille établie sur les lieux depuis la fin du XIXe siècle.



La pancarte placée par le Copil citoyen.

Après l'implantation de la pancarte du Copil citoyen, la toile n'a pas manqué d'exprimer son soutien à cette action. Dans les centaines de réactions qui ont défilé, il ressort un profond manque de confiance en la justice gabonaise. "Nous ne sommes plus en sécurité même dans nos villages. Le pays est vendu à la commu-

nauté étrangère, ceci se passe à Batanga, Omboue et j'en passe", a décrié Marie Line Lyie Rebela. Malheureusement, un sentiment de regret sur l'hospitalité légendaire des Gabonais à l'endroit des communautés étrangères semble faire surface. "Ils viennent chez nous, on leur accorde notre hospitalité, ils

viennent nous narguer. Mais le Gabon est nôtre, ils seront confrontés à nos ancêtres. Dieu est justice", a écrit Paula Bike. Vivement que les autorités et les communautés œuvrent à travailler pour qu'il n'y ait pas deux Gabon : celui dit des autochtones et celui des compatriotes venus sur cette Terre d'hospitalité.

Photo: DR



Le Gabon membre du Commonwealth, des ministres ont voulu le faire savoir en tweetant en anglais. Dr Guy-Patrick Obiang Ndong: "Gabon, new member of The Commonwealth on 25 June 2022. It's a world of opportunities for Gabon on the economic, diplomatic & cultural levels. Thank you President ABO for your vision of Gabon". Bien avant lui, c'est la Première ministre qui a tweeté, elle aussi, en anglais: "We did it! Gabon is officially a member of the Commonwealth. It's an outcome of President ABO's vision and Government's efforts. For all of us in the country, it's a historic turning point. Our future is brighter"

FRANCE CAISSE DE RÉSONANCE DES ÉTATS-UNIS : MÉLENCHON ALERTE



Face à la nouvelle législation américaine sur l'avortement et les armes, Jean-Luc Mélenchon a tweeté : "Grand malheur. Le pays de Trump légalise le port d'armes dans les rues et permet l'interdiction de l'avortement. Alerte : on connaît les canaux de contagion des USA en France."

ALLIANCE LR-RN POUR PRENDRE LA COMMISSION DES FINANCES

C'est l'une des empoignades attendues le mardi 28 juin au Parlement français. Les 577 députés devront élire le président de la commission des finances, à l'instar du président, vice-président et questeur de l'Assemblée nationale. Or, selon le règlement de l'Assemblée nationale, la présidence d'une telle commission doit échoir au premier groupe d'opposition – une règle qui, traditionnellement, empêche le groupe majoritaire de participer à l'élection. Avec 89 députés, le Rassemblement national espère donc bien obtenir ce poste stratégique, qu'il voudrait offrir au gauliste Jean-Philippe Tanguy. Mais la Nupes entend bien contrecarrer cette opération en faisant élire le député LFI Éric Coquerel. Une perspective qui agace le RN... et inquiète Les Républicains. Les deux partis envisageraient même une alliance de circonstance, rapporte le Figaro.

L'œil de la rédaction

COMMONWEALTH : LES INTERNAUTES S'INTERROGENT SUR LES AVANTAGES

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

SI la décision par notre pays d'adhérer au Commonwealth, organisation composée majoritairement d'anciennes colonies britanniques, a surpris plus d'un Gabonais, compte tenu de sa non-identité culturelle, diplomatique ou historique avec la Grande-Bretagne, celle-ci est désormais un fait auquel il faudra désormais s'y faire.

En effet, depuis samedi dernier, lors du 26e sommet des chefs d'État qui s'est déroulé à Kigali au Rwanda, le Gabon est officiellement devenu le 55e pays à rejoindre cette organisation inter-

gouvernementale. Au lendemain de cette annonce très attendue par une bonne partie de l'opinion nationale, de nombreuses questions sont déjà posées aux autorités. Pour les internautes, c'est le flou total sur l'avenir d'un pays qui n'a que le français comme langue officielle depuis la nuit des temps.

"On se moque bien de la culture et de l'économie dans ce pays. Qu'est-ce que les Gabonais gagnent du système Commonwealth? L'emploi pour les jeunes, la lutte contre la délinquance juvénile, la lutte contre la dépravation des mœurs, la valorisation de nos cultures, la solidarité et la cohésion sociale

entre les jeunes, l'assurance en matière de sécurité alimentaire, sanitaire, en matière d'éducation, d'épanouissement, la lutte contre la vie chère. Tous ces facteurs sont-ils pris en compte?", s'interroge un internaute. "Concrètement, cela va changer quoi dans le quotidien des Gabonais? J'ai hâte de revoir ce que cela va donner d'ici les prochains mois", indique un autre.

On s'entend à ce que l'adhésion du Gabon au Commonwealth va amener à disposer de l'anglais comme deuxième langue officielle. Aussi, c'est un espace économique rempli d'opportunités dont le Gabon tient à tirer profit.



Photo: DR/L'Union